



HAL
open science

Guadeloupe, Martinique, LKP, crise de 2009, crise économique, déclin économique : de crises en crises : la Guadeloupe et la Martinique

Michel Desse

► To cite this version:

Michel Desse. Guadeloupe, Martinique, LKP, crise de 2009, crise économique, déclin économique : de crises en crises : la Guadeloupe et la Martinique. Études Caribéennes, 2010, Iles en crises, 17, pp.2-12. <10.4000/etudescaribeennes.4880>. <hal-01203248>

HAL Id: hal-01203248

<https://hal.science/hal-01203248v1>

Submitted on 29 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Michel Desse

Guadeloupe, Martinique, LKP, crise de 2009, crise économique, déclin économique : de crises en crises : la Guadeloupe et la Martinique

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Michel Desse, « Guadeloupe, Martinique, LKP, crise de 2009, crise économique, déclin économique : de crises en crises : la Guadeloupe et la Martinique », *Études caribéennes* [En ligne], 17 | Décembre 2010, mis en ligne le 16 janvier 2012, consulté le 30 juin 2015. URL : <http://etudescaribeennes.revues.org/4880> ; DOI : 10.4000/etudescaribeennes.4880

Éditeur : Université des Antilles et de la Guyane

<http://etudescaribeennes.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://etudescaribeennes.revues.org/4880>

Document généré automatiquement le 30 juin 2015. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

© Tous droits réservés

Michel Desse

Guadeloupe, Martinique, LKP, crise de 2009, crise économique, déclin économique : de crises en crises : la Guadeloupe et la Martinique

Introduction

1 Depuis les années 1960, les économies martiniquaises et guadeloupéennes, reposent sur trois domaines d'activités : le secteur public renforcé par la régionalisation, le secteur agricole d'exportation et enfin le tourisme de séjour et de croisière qui devait dynamiser l'ensemble de l'économie (Burac et *al.*, 2003). Les crises agricoles se succèdent au point de transformer les paysages et les hommes. Partout la canne à sucre régresse au profit de l'urbanisation, des bananeraies ou de nouvelles cultures comme le melon. C'est une culture, une identité, une appartenance à une sucrerie, à une rhumerie qui disparaît. Et puis, dix ans plus tard, c'est au tour de la bananeraie de connaître l'abandon des parcelles et l'enfrichement. Depuis quelques années, le secteur touristique ne prend plus le relais ; friches hôtelières, appartements défiscalisés à vendre marquent aussi les paysages touristiques.

Le contexte social, touché par le chômage et le sous-emploi est donc difficile et connaît une aggravation depuis la crise pétrolière de 2007 qui a rappelé la contrainte insulaire. C'est dans ce contexte aggravé par la crise mondiale qui tend à marginaliser les îles de la Caraïbe que le collectif guadeloupéen « [Liyannaj Kont Pwofitasyon](#) » (LKP) regroupant une cinquantaine d'organisations syndicales dépose une plate-forme de 146 revendications concernant le niveau de vie, le logement, le transport, l'éducation, la formation professionnelle, l'accès à l'emploi, les droits syndicaux, les services publics, l'identité et la culture. Elles reflètent les secteurs économiques en crise puisque 25 revendications concernent l'emploi, l'insertion des chômeurs et la formation, 17 portent sur la réduction des prix et des taxes, 19 visent les services publics, 14 s'adressent au secteur agricole et 1 au tourisme. Ces revendications prennent en compte les difficultés actuelles, illustrations des secteurs économiques sinistrés. Malgré les nombreuses aides, le chômage demeure endémique et s'accroît, révélateur des crises qui affectent les différents secteurs économiques et les perspectives de développement.

1. Un contexte d'inflation et de chômage élevé

2 La Martinique et la Guadeloupe connaissent une balance commerciale déséquilibrée. Elles importent une grande majorité de biens de consommation courante, de produits agricoles, de biens d'équipement et de produits énergétiques. Grâce à l'amélioration des moyens de communications et à la rationalisation, le coût du transport maritime et aérien était relativement bas. Cependant, depuis le second semestre 2007, la crise pétrolière génère une forte augmentation des coûts du fret et du prix des carburants, engendrant une forte hausse des prix à la consommation (Desse, 2008).

1.1 Une hausse des prix comme élément déclencheur

3 La dépendance insulaire explique en partie l'évolution inflationniste, souvent supérieure à celle de Métropole. En 2007, en Guadeloupe, la balance commerciale s'est détériorée entraînant une augmentation des valeurs des importations de 4,6% et un repli des exportations de 2,7%. Du fait de l'augmentation des cours de la tonne de brend en 2007 et de celle des minerais, ces postes d'importation ont progressé respectivement de 19% et de 3,4% (IEDOM, 2008). Cette demande concerne des produits à forte valeur ajoutée alors que les exportations, essentiellement de banane, de sucre et de rhum connaissent une forte diminution en tonnage et surtout en valeur (-23% en 2007 en Guadeloupe). À la Martinique, le taux d'inflation est

ainsi passé de 1% en 2000 à 2,8% en 2008. L'indice des prix à la consommation connaît une hausse annuelle de 2,9% en 2007, correspondant à l'augmentation des salaires. Donc a priori, l'effet cumulé devrait amortir le sentiment de vie chère. En réalité, ces statistiques annuelles cachent de grandes variations.

- 4 Les prix de l'alimentation qui constituent le premier poste de dépenses des ménages connaissent de grands écarts saisonniers. Les cycles de production de fruits et légumes sont encore mal maîtrisés entraînant des périodes de pénurie, puis de saturation du marché. Ce constat fut renforcé en août 2007, après le passage du cyclone Dean qui ravagea les cultures maraîchères ainsi que les cultures d'exportations. À ces raisons locales, se rajoutent en 2007, les hausses des prix des céréales et des produits laitiers. Les produits énergétiques occupent le second poste de consommation des ménages (IEDOM, 2008). En Guadeloupe comme à la Martinique le niveau de vie élevé (surmotorisation, climatisation), le mode d'habiter périurbain nécessite une forte consommation d'hydrocarbures. À partir de 2007, les hausses de prix du carburant (+ 2,7% en 2007 et + 5,1% en 2008) deviennent une forte contrainte remettant en cause les modes de fonctionnement et de développement insulaires. Pourtant, de gros progrès ont été apportés afin de varier les modes de production d'énergie, surtout en Guadeloupe puisque l'archipel ne dépend qu'à 75% de l'électricité produite par le pétrole importé. Une centrale thermique de cogénération alimentée au charbon et à la bagasse produit de l'électricité. L'autre source ancienne est la géothermie qui actionne les turbines de l'usine de Bouillante. Avec deux nouveaux puits, cette centrale devrait fournir entre 8 et 10 % de la consommation locale. Le solaire est aussi très répandu, pour produire l'eau chaude domestique et près de trois mille habitations sont équipées. Enfin, depuis la fin des années 1990, les parcs éoliens se sont développés du fait de la présence constante des alizés. On compte 192 aérogénérateurs qui produisent 5% de l'électricité et un doublement de la production est envisagé. Cette part de l'éolien peut être plus importante dans les petites îles ; il couvre ainsi 80% de la consommation électrique à la Désirade (2 millions de kWh/an), la production de Marie-Galante s'élève à 5 millions de kWh/an (Desse, 2008). Malgré ces efforts, les entreprises, les particuliers, les centrales électriques dépendent des produits pétroliers raffinés et stockés par la société de raffinage de la SARA implantée à la Martinique¹, en véritable position de monopole dans les deux îles. Bénéficiant de cette assurance, la SARA a répercuté avec retard les baisses de prix mondiaux qui s'amorcent dès la fin de l'année 2007. Cette stratégie s'est soldée, en Guadeloupe, par de fortes grèves de transporteurs en décembre 2008.

1.2 Une augmentation de la précarité

- 5 Un des effets de la départementalisation fut le rapide passage d'économies rurales liées aux cultures d'exportation, à des économies tertiaires qui emploient 85% des actifs. Cette mutation a entraîné le développement du chômage dès les années 1970. On pouvait alors supposer qu'il s'agissait d'une génération sacrifiée.

Tableau n°1, Les secteurs d'activités en 2007 en Guadeloupe

Secteurs d'activités	%
Total tertiaire	85%
Secteur public	38.7%
Services	33.1%
Commerces	13.3%
BTP	6.3%
Industries	6.6%
Secteur primaire (agriculture, pêche)	2%

(Source : IEDOM, 2009)

- 6 Quarante ans plus tard, les taux de chômage demeurent très élevés : 22,4% en 2008 à la Martinique et 22% en Guadeloupe, contre 7,4% la même année en France métropolitaine.

Selon le Pôle Emploi, le nombre de chômeurs indemnisés a progressé en Guadeloupe de 37 000 en 2005 à 54 000 en 2008. Il s'agit de travailleurs, souvent contractuels arrivés en fin de contrat, non renouvelés du fait de la crise. À la Martinique, les chiffres montrent une diminution, le nombre de chômeurs passant de 20 051 en 2003 à 17 618 en 2008 grâce aux Fonds pour l'Emploi dans les Départements d'Outre-Mer qui encouragent, depuis 2000, les projets professionnels des jeunes et la formation sous la forme d'aides publiques : le suivi du "Projet Initiative Jeune", le Contrat Emploi Solidarité, et le Contrat Emploi Consolidé.

Ces statistiques bénéficient aussi de la récente modification du statut de chômeur². Le chômage de longue durée tend à s'accroître et concerne 54% des chômeurs martiniquais contre 49% en 2007. Cependant la dégradation sociale et économique qui a marqué l'île engendre une récente forte augmentation des chômeurs : 36 425 personnes en juin 2009. Cette dégradation se poursuit aussi en Guadeloupe, touchant particulièrement les femmes, les jeunes et surtout les seniors (+16%).

Tableau 2 : le PIB par habitant (en euro)

	Guadeloupe	Martinique	Métropole
1993	10 068	11 282	18 895
2006	17 221	19 281	28 356

Source : INSEE

Tableau 3 Le taux de chômage selon le Bureau International du Travail

	Martinique	Guadeloupe
2003	20,2%	24,3%
2007	21,2%	22,7%
2008	22,4%	22,0%

Source : IEDOM 2009

Tableau 4 Le nombre d'allocataires au RMI

	Martinique	Guadeloupe
2003	31 436	34 693
2007	31 592	32 052
2008	29 481	29 068

Source : IEDOM 2009

1.3 La fragilité du secteur industriel

7 La tertiairisation des économies insulaires s'accompagne d'un vigoureux développement des infrastructures portuaires, aéroportuaires, routières, immobilières et touristiques. Tout ceci concourt à rendre le secteur du BTP dynamique, entraînant des secteurs connexes : la métallurgie, la filière bois, le secteur des peintures. Les industries de transformation se retrouvent aussi dans le secteur agroalimentaire. Qu'il s'agisse de valoriser la production agricole locale ou des produits de base importés. L'agroalimentaire occupe à la Martinique, le second rang du secteur industriel avec six filières principales : le sucre, le rhum, la transformation des fruits (conserves, jus, confitures), les produits laitiers (yaourts, desserts lactés, glaces), les boissons (eaux minérales, bières), les aliments pour animaux. Elles emploient 1 400 salariés, soit 27% de la main d'œuvre industrielle. Cette industrie récente est développée dans une logique de substitution aux importations.

Jusqu'aux années 1980, le secteur agroalimentaire était essentiellement composé d'industries de transformation de la production agricole pour l'exportation de rhum, de sucre et de conserves d'ananas. Depuis, le secteur s'est diversifié pour répondre aux nouveaux besoins (confitures, jus). Ainsi le secteur des eaux minérales s'est largement développé avec une

production accrue mais aussi en diversifiant les produits : eaux gazeuses, avec parfois différents parfums, et eaux de source afin de répondre à la clientèle et à la demande de certaines enseignes de *soft* ou de *hard discount*. Dans le même temps, le secteur agroalimentaire de reconstitution de produits a connu un essor notamment dans le secteur des produits laitiers et des sodas. Si quelques usines et entreprises apparaissent en position de force comme la production des eaux minérales, la plupart des entreprises sont de petites tailles. La durée de vie de ces entreprises est très faible. Au 31 décembre 2007, hors secteur informel, la Chambre des métiers de Martinique recense 9 863 entreprises artisanales. La répartition par branches professionnelles traduit la prépondérance du secteur du bâtiment (48 %), devant les services (28 %), la fabrication (18 %) et l'alimentation (6 %). Avec une densité de 259 entreprises pour 10 000 habitants, l'artisanat martiniquais est essentiellement localisé en zone urbaine. En effet, 45,5 % des entreprises sont implantées dans les quatre communes du centre de l'île. Du fait du ralentissement des activités, ces différents secteurs industriels sont en difficulté.

2. Pêche et agriculture : deux secteurs productifs en crise

- 8 Les stratégies foncières et agricoles permettent de conserver certaines productions, souvent dépendantes de logiques extérieures. Dans le contexte de la mondialisation, les productions des îles de la Caraïbe sont davantage marginalisées et doivent s'adapter par les délestages fonciers au profit de la spéculation ou par la voie incertaine de l'agriculture subventionnée. À la Martinique, l'agriculture représente 2,6% du PIB et emploie 4,6% de la population active

2.1. Des agricultures moins subventionnées

- 9 Depuis 2006, les négociations engagées par l'Union Européenne, les États-Unis et certains pays d'Amérique latine, dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), ont conduit l'Union Européenne à libéraliser son marché et à réformer ses OCM (organisations communes des marchés) banane et sucre. Ces réformes ont permis de définir des prix de vente uniques à l'importation dans l'Union Européenne. Cette décision peut avoir des retombées largement négatives puisque la filière sucre devra abaisser de 36 % le prix de son sucre dès 2009. La filière banane doit pour sa part relancer son activité pour assurer une production suffisante afin de continuer à bénéficier des dispositifs de soutien. À terme, ces deux filières auront vraisemblablement à s'ajuster aux conséquences des Accords de Partenariat Economique (APE) entre l'Union Européenne et les pays ACP, même si ceux-ci excluent pour le moment les productions de sucre, de riz et de banane.

Depuis le 1er janvier 2008, le régime est entièrement tarifaire pour les non PMA (Pays les Moins Avancés) qui ne sont pas signataires des accords de partenariat économique. Les pays ACP signataires des Accords de Partenariat Economique et les Pays les Moins Avancés, bénéficient d'un accès libre au marché européen sans droit ni quota pour tous les produits, y compris la banane. Les Départements et Régions d'Outre-Mer (DROM) ont pu négocier une exemption en conservant l'octroi de mer, l'exclusion de l'entrée de la banane ACP pour une période d'un an renouvelable une fois, et une clause de sauvegarde si les importations (tous produits) des ACP sont de 25 % supérieures à la moyenne des trois années précédentes.

Le passage progressif à un régime uniquement tarifaire a eu pour conséquence une baisse structurelle des prix sur le marché européen, favorable aux consommateurs au détriment des producteurs des régions communautaires d'Outre-Mer et des pays ACP. L'incertitude commerciale liée à la libéralisation du marché s'est également traduite par une plus grande volatilité des prix profitant aux grandes chaînes de distribution³.

S'agissant du *volet interne*, le dispositif de soutien des producteurs communautaires a également fait l'objet de réformes dans un contexte de mise en conformité des engagements européens sur l'agriculture à l'OMC. Jusqu'en 2006, le régime visait à compenser les baisses éventuelles de revenus liées aux fluctuations des prix des marchés par l'octroi d'une aide calculée annuellement. Chaque année, le montant unitaire de l'aide, alors identique pour chaque région, était alloué pour une quantité totale définie. À la suite de l'élargissement de l'UE en 2004, cette quantité, passée de 840 000 à 867 500 tonnes, a été répartie selon les régions en fonction de leur niveau de production : 420 000 tonnes (48,4 %) pour les îles

Canaries (Espagne), 369 000 tonnes (42 %) pour la Martinique et la Guadeloupe, 50 000 tonnes (5,7 %) pour Madère, Açores et Algarve (Portugal), 15 000 tonnes (1,7 %) pour la Crète et la Laconie (Grèce), et 13 500 tonnes (1,5 %) pour Chypre⁴. Les Canaries et la Martinique, principaux producteurs, ont reçu la majeure partie de l'aide compensatoire. En outre, une aide complémentaire était versée si le prix de vente majoré du montant de l'aide initiale demeurait inférieur à la recette forfaitaire communautaire⁵.

Cette culture de la banane est largement subventionnée. Depuis le 1er janvier 2007, le régime de soutien à la production a été remplacé par un dispositif de soutien direct aux producteurs. L'aide au secteur de la banane a été intégrée dans le programme POSEI (programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité), qui est un programme communautaire de soutien aux régions ultrapériphériques dans le domaine agricole. Au titre de l'exercice 2007, ce programme a bénéficié d'une dotation budgétaire additionnelle de 278,8 millions d'euros destinée au financement de l'aide communautaire dans le secteur de la banane. Les prévisions de financement pour 2008 – 2010 établissent le montant de l'aide à 623 millions d'euros en moyenne – dont 268 millions pour la Guadeloupe et la Martinique. Le plan de modernisation 2007-2011 devrait poursuivre cette politique de subventions ; pour autant de nombreux signes de faiblesse demeurent comme les nombreuses parcelles abandonnées, les trois mille pertes d'emplois depuis 2003 et les inquiétantes déclarations concernant la contamination des sols par les pesticides.

Tableau n°5 : La production de bananes en Guadeloupe

	1988	2007
Nombre de producteurs	3 077	218
SAU	7 328 hectares	2 340 hectares
Production	123 853 tonnes	37 911 tonnes

2.2 Une diversification difficile

- 10 Dans les deux îles, la crise agricole, sévère, nécessite de nombreuses tentatives de diversifications. L'agriculture repose sur trois cultures d'exportation : la banane, la canne à sucre et l'ananas. À la Martinique, la banane constitue la première culture d'exportation et occupe 9 300 hectares dans le nord-Atlantique mais aussi au Robert et au Carbet. Le secteur est dominé par les grandes plantations puisque 2% d'entre-elles produisent plus de la moitié de la production. Si les surfaces plantées de bananiers diminuent, la production à l'hectare a doublé en quinze ans, surtout dans les grandes plantations du fait de la généralisation de nouvelles variétés et de l'utilisation massive de produits phytosanitaires (la production commercialisée s'élève à 251 000 tonnes en 2006).

Tableau n°6 : Les productions par SAU à la Martinique en 2007

Surfaces en herbe	40%
Banane	27%
Canne à sucre	14%
Fruits	10%
Légumes	8%

- 11 La canne à sucre est aussi une production sinistrée. Après une forte diminution des bassins canniers jusqu'aux années 1990, elle demeure cultivée autour des différentes distilleries (3 737 hectares en 2007 pour 217 planteurs)⁶. Les rhums agricoles des Antilles françaises sont désormais protégés par des Appellation d'Origine Contrôlée et cela a permis de garantir la production et donc les bassins canniers. La vente du rhum et de ses dérivés (rhums vieux, punch, rhum nouveau...) permet d'apporter une forte valeur ajoutée qui rend la culture de la canne plus rentable, mais cela n'empêche pas la grande fragilité de certaines distilleries. La production de sucre se maintient à l'usine du Galion grâce au soutien financier des collectivités

territoriales. L'ananas est apparu dès les années 1970, comme une culture de diversification sur les flancs de la Montagne Pelée. Une petite partie de la production approvisionne le marché local et le reste était transformé en jus ou en conserves mais dans les deux cas, la forte concurrence extérieure (Thaïlande et Philippines) menace ce secteur agroalimentaire. Depuis janvier 2007, l'unique conserverie a fermé et la production est écoulée en produit frais. Ici aussi on assiste à une forte concentration puisqu'une seule exploitation cultive 60% de la superficie consacrée à cette culture.

Depuis les années 1970, la Direction Départementale de l'Agriculture a tenté d'impulser de nouvelles cultures, comme celle des fleurs, soient 239 hectares qui se localisent dans les zones agricoles situées en lisière de forêt (Fond Saint-Denis). Les pervenches de Madagascar ont été cultivées au Carbet afin de pourvoir les usines pharmaceutiques. La diversification a aussi touché les vergers d'avocats, de citronniers, de manguiers (532 hectares). Cependant ces arbres ont été plantés sur les terrains en pente ne permettant pas par la suite la mécanisation. On comptait ainsi 100 hectares d'avocats greffés en 1995 pour une soixantaine en 2000 faute d'entretien et en raison du coût d'exploitation (Desse M.1995).

Les secteurs les plus dynamiques apparaissent dans le domaine maraîcher (4131 hectares pour 1145 producteurs), où l'emploi d'une main d'œuvre souvent haïtienne, bon marché permet de maintenir un petit paysannat actif le long des côtes-sous-le-vent où les nombreux agriculteurs produisent tomates, aubergines, oignons, dachines... Les petites parcelles sont souvent irriguées et parfois les cultures poussent sous serre. La plantation de variétés à pousse rapide permet de garantir plusieurs récoltes par an. La culture du melon s'est développée au début des années 1990, à l'origine pour l'exportation et la vente en contre-saison en France métropolitaine. Cependant si cette culture attire de nombreux agriculteurs du sud de la Martinique, les parasites et les petites productions limitent l'exportation. Une grande partie de la production est donc consommée localement. La Guadeloupe et la République dominicaine ont aussi développé cette culture et apparaissent comme de véritables concurrentes. Enfin, l'élevage se maintient difficilement et trouve sa valorisation à l'occasion des épizooties qui touchent les cheptels continentaux. Le petit élevage diminue et laisse place aux professionnels essentiellement installés au sud de l'île pour les bovins où 6% des exploitations possèdent 50% du cheptel. Entre 1989 et 2000, la diminution atteint 19% des bovins, 55% des ovins et 31% des caprins.

12 Dans les Antilles françaises, le délestage foncier a été d'autant plus rapide que le niveau de vie généré par la tertiarisation et la politique sociale de la France ont contribué à dévaloriser le métier. On comptait 25 000 exploitations en 1973 à la Martinique contre 9000 en 2005 et 3 758 en 2007. Durant cette période la SAU est passée de 52 000 à 25 907 hectares en 2008. Cette perte de surface s'est accélérée au cours des dernières années, la réduction moyenne de la SAU atteignant 1 000 hectares par an entre 2000 et 2008. Dès lors, la sécurisation du foncier agricole représente un enjeu majeur pour la pérennité du secteur agricole qui doit faire face à une urbanisation croissante favorisée par le dispositif de défiscalisation.

En Guadeloupe, entre 1989 et 2005, la surface agricole utile (SAU) s'est contractée de près d'un quart, pour s'établir à 35 530 hectares (20,9 % de la superficie totale de la Guadeloupe contre 27,4 % en 1989). Cette situation résulte principalement du déclin de la filière banane et de la restructuration de la filière canne, dont les surfaces mises en culture ont diminué respectivement de 70,1 % et 18,6 %. Ce processus s'est accéléré depuis 2000.

Tableau n°7 : Evolution de la production de canne à sucre en Guadeloupe

	1960-1961	2006-2007	Variation
Sole cannière en hectares	41 984	14 300	-65,9%
Canne en tonnes	1 874 000	800 000	-57,3%
Sucre en tonnes	167 800	70 000	-58,3%
Canne à l'hectare	44,6	55,9	25,3%

Sources : DAF, CTICS et rapport annuel IEDOM

- 13 Le cyclone Dean, a lourdement détruit en 2007, les plantations dans les deux îles, accélérant le déclin de productions qui manquaient de perspectives. Dans certaines communes, pratiquant la monoculture (Capesterre-Belle-Eau pour la banane, Sainte-Rose ou le Moule pour la canne), cet effondrement est catastrophique, sans qu'il n'y ait vraiment de cultures de substitution. La reconversion ne viendra pas non plus de la mer.

2.3 L'impasse halieutique

- 14 Malgré de gros efforts pour moderniser les pêches maritimes et développer l'aquaculture, ce secteur n'a pas permis de développer une filière très dynamique. Les productions débarquées (poisson, crustacés, coquillages) sont estimées à 5 000 tonnes pour la Martinique et à 10 000 tonnes pour l'archipel guadeloupéen. La productivité de la mer caraïbe, si elle est encore peu connue reste relativement faible et ne permet pas de grandes perspectives de développement. Les marins pêcheurs, peu nombreux, ont des effectifs en diminution : on comptait 1400 marins-pêcheurs en Guadeloupe pour 1000 embarcations en 2000 et 960 marins-pêcheurs pour 860 embarcations en 2007. 80% de la flottille est composée de saintoises, c'est-à-dire de petits canots. À la Martinique, on comptait 1000 pêcheurs en 1960, 1600 en 1970, 1 157 marins-pêcheurs en 2007 pour 981 gommiers et yoles, 73 unités de pêche côtière et 5 navires de pêche au large. Ces effectifs connaissent une variation annuelle importante ; à la Martinique et en Guadeloupe, on estime qu'il y a un tiers de pêcheurs qui ne sont pas officiellement déclarés. La population marronne double de juillet à novembre et triple de novembre à juin pour la pêche à Miquelon (pêche aux poissons pélagiques). Les aides à la motorisation et à l'amélioration des embarcations, n'ont pas toujours réussi à transformer les modes de pêche qui restent routiniers. Cependant devant la diminution des prises dans les eaux infralittorales, l'effort de pêche se déplace vers la haute mer avec des navires hauturiers et par l'installation de Dispositifs de Concentration de Poisson (DCP) qui permettent les captures de gros poissons pélagiques (Desse et al., 2009). On compte ainsi 12 DCP entre Capesterre-Belle-Eau et Bouillante et une vingtaine à la Martinique.
- 15 Depuis 1982, en Guadeloupe et à la Martinique, les différents plans de développement de la pêche avec l'aide du FEOGA et du FIDOM ont permis la constitution d'une flottille de navires pontés de neuf et onze mètres pouvant pêcher sur les bancs de Saba et d'Anguilla. On comptait 13 ligneurs à la Martinique en 1988 et 21 en Guadeloupe. En 2003, on compte 15 navires à la Martinique dont les plus récents sont des catamarans. Ces bateaux équipés d'un moteur diesel de 140 chevaux mesurent entre sept et douze mètres pour 6 à 15 tonneaux de jauge brute. Ils disposent de vire-lignes permettant de pêcher à la ligne et à la nasse, possèdent une cale à glace et des instruments de navigation. Près de dix ligneurs martiniquais pêchent en Guyane, à Haïti et au nord de la Guadeloupe, cinq d'entre eux fréquentent les îles d'Aves (Venezuela). En Guadeloupe, les propriétaires appartiennent à des communautés halieutiques spécifiques (Désiradiens, Métropolitains, Saintois), les autres sont originaires des communes comme c'est le cas à la Martinique. Les difficultés liées au recoupement des zones de pêche par les ZEE des îles voisines expliquent le faible développement de cette flottille. Enfin, l'aquaculture reste limitée du fait du faible nombre de sites favorables et des marchés étroits.

3. L'essoufflement de l'activité touristique

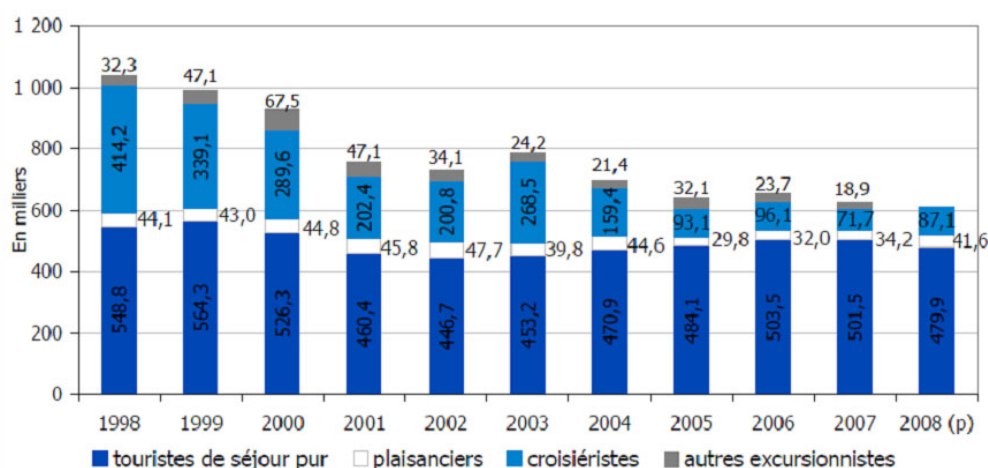
- 16 À partir des années 1960, le secteur touristique a été encouragé et développé afin de pallier le déclin agricole. Le village du Club Med s'est ainsi implanté au Marin, commune touchée par la fermeture de la sucrerie qui constituait le principal employeur. Le développement touristique a été aidé par l'Etat et a reposé dans un premier temps sur la grande hôtellerie internationale. Plage artificielle, port de plaisance, résidences locatives accompagnent les grands hôtels. Durant ces premières années, les hôtels constituent des enclaves relativement fermées. À partir des années 1980 et avec les lois de défiscalisation en 1986, les aides accompagnent la moyenne hôtellerie puis les projets d'offres de location par les particuliers, de sorte que l'on assiste à une diffusion de l'activité dans les différents secteurs de la société et dans l'ensemble des territoires insulaires. Un exemple significatif est celui de la location de bateaux de plaisance à la Martinique. Peu perçu par la population locale ou la municipalité du Marin, ce

tourisme engendre cependant 11,5 millions d'euros, soit autant que les croisiéristes des grands paquebots. Ces retombées financières profitent aux loueurs, mais aussi aux commerces et aux entreprises des communes d'accueil et finalement à l'ensemble de la Martinique. La commune du Marin, dans sa globalité profite aussi du port. Ainsi le centre de carénage (55 emplois) et les deux supermarchés tirent le meilleur profit de leur position limitrophe au port. Le nouveau Leader Price donne sur la mer par un ponton réservé aux clients plaisanciers. Un petit centre commercial accompagne les nouveaux appartements qui jouxtent le port (commerces de mode, de sport, de souvenirs). De même 43 % des entreprises d'avitaillement, d'accastillage et de maintenance de navires de plaisance de l'île sont implantées dans cette commune. Au total ce sont près de 400 emplois qui dépendent du port du Marin. Enfin, les activités de location et de plaisance ont des répercussions sur le reste de l'île, même si elles demeurent modestes. Les touristes utilisent les taxis pour les transferts entre l'aéroport et le port. Ils visitent rapidement et dépensent essentiellement dans les restaurants et les achats de souvenirs (rhums, fleurs). Cette diffusion apparaît davantage dans le domaine purement nautique puisque 27.5% des entreprises de maintenance et d'accastillage de plaisance se trouvent à Fort-de-France. Ailleurs chaque commune ne dispose que de deux ou trois entreprises spécialisées.

3.1. La baisse de la fréquentation touristique

- 17 Depuis les années 2000, la fréquentation touristique des îles de la Caraïbe connaît un ralentissement et cette tendance est renforcée dans les Antilles françaises. La crise mondiale affecte tout particulièrement ce secteur. D'après la Caribbean Tourism Organization, 17, 9 millions de touristes ont fréquenté les îles en 2008 soit une diminution de 6% par rapport à 2007. Si 35,3% des touristes ont fréquenté la République dominicaine et Cuba, seuls 2,7% des touristes ont séjourné à la Martinique, ils proviennent à 92% de France métropolitaine. L'aéroport du Raiset en Guadeloupe connaît ainsi une diminution de sa fréquentation de 13% entre 2000 et 2005, l'hôtellerie a fermé 12% des chambres perdant 21% des nuitées. La fréquentation touristique de la Martinique ne cesse de décroître depuis la fin des années 1990. On comptait alors 548 800 touristes de séjour contre 480 000 en 2008. Ce déclin est particulièrement important pour le tourisme de croisière qui s'élevait à 87 000 croisiéristes en 2008 contre 414 000 en 1998. En Guadeloupe, la croisière a connu une baisse de 75% de sa fréquentation.

Figure 1 : Evolution de la fréquentation touristique à la Martinique



(p) : provisoires -

N.B.: Le nombre des "autres excursionnistes" n'est pas disponibles pour 2008.

Source: CMT

- 18 Cette décroissance s'explique par la vive concurrence des autres destinations insulaires, par le vieillissement de l'hôtellerie, par l'essoufflement de la destination mais aussi par une série de causes conjoncturelles. En effet, l'année 2007 a été riche en événements qui ont eu des répercussions négatives, certaines liées aux destructions engendrées par le cyclone Dean, d'autres relevant davantage de l'angoisse sanitaire, polémique autour du chlordécone, épidémie de dengue. En Guadeloupe comme à Saint-Martin, certains établissements sont

revendus en appartements, d'autres sont devenues de véritables friches touristiques. Depuis 2000, l'activité touristique en Guadeloupe fléchit. Entre 2000 et 2006, 12% du parc hôtelier guadeloupéen a disparu soit 16 établissements et 680 chambres. Même constat à Saint-Martin connue pour ses établissements haut de gamme qui côtoient de petits hôtels plus modestes. La partie française dispose d'un parc hôtelier dont la construction a été stimulée par les possibilités de financement en défiscalisation. Le nombre de chambres est ainsi passé de 500, avant 1986, à plus de 3 170 en 1996. En 2007, Saint-Martin ne comptait plus que 1 666 chambres, soit une régression de 47,4 % de sa capacité d'accueil en 10 ans. Dans ces communes touristiques, souvent situées en côte-sous-le-vent, donc moins agricoles, le secteur touristique, est une mono activité. Un grand hôtel emploie des dizaines de salariés. La fermeture est vécue comme un drame.

3.2. Quand la croisière s'en va

19 Depuis les années 1980, le tourisme mondial de la croisière connaît un essor remarquable, on comptait ainsi 200 000 croisiéristes en 1950, plus de 6 millions dans les années 1990 et 20 millions en 2004. La Caraïbe domine la scène avec 13,5 millions d'entre eux. Les destinations les plus fréquentées restent les îles du nord de l'archipel ainsi que les rivages du golfe du Mexique (La Nouvelle-Orléans, Cancun ou Nassau aux Bahamas qui accueille 2,4 millions de passagers). Six destinations rassemblent les deux tiers des croisiéristes: les Bahamas et les îles Vierges Américaines (13%), Cozumel au Mexique (11%), Porto Rico (9%), les îles Caymans (8%) et les îles néerlandaises, principalement Sin Maarten (8%).

En 1996, la Guadeloupe recevait 589 500 croisiéristes, 292 000 en 2000 et seulement 77 000 en 2007. On comptait alors 12 300 passagers de paquebots en escales et 64 700 croisiéristes partant de Pointe-à-Pitre. Cela s'explique en partie par la faillite de la compagnie Festival et les difficultés de Nouvelles Frontières et de la Compagnie des Îles du Ponant.

La Martinique accueillait 315 000 croisiéristes en 1985, 428 000 en 1995 et 420 000 en 2001 et 71 700 en 2007. Entre 1998 et 2008, la destination Martinique a perdu 326 351 croisiéristes soit -78,8%. Cette diminution de la clientèle s'explique par un bilan jugé négatif de l'accueil à Fort-de-France (problème de l'insécurité, langue française, prix élevés, manque d'excursions offertes) mais aussi parce que toutes les îles accueillent des croisiéristes. Le nombre d'escale se réduit à 132 en 2007 et à une centaine seulement en 2008. La saisonnalité s'est aussi renforcée puisque pour la quatrième année, aucun paquebot n'a fait escale à Fort-de-France entre mai et septembre. Enfin les gros paquebots sont rares, la moyenne des passagers par escale s'établit à 543. Derrière ces diminutions importantes, c'est tout le secteur touristique et les activités induites à la croisière qui sont touchées, restaurants, taxis, cars touristiques, artisanat, commerces de souvenir ou de produits français, artistes et groupes folkloriques, entreprises chargées de l'avitaillement et de l'entretien des navires...

Conclusion

20 L'organisation spatiale des communes de la Guadeloupe et de la Martinique est en partie liée à leur positionnement sur la côte au vent ou sous le vent. Dans les décennies précédentes, on pouvait opposer les espaces insulaires en crise, les façades agricoles arrosées des côtes au vent, et les espaces touristiques dynamiques, dominés par les centres urbains, hypercentres concentrant les secteurs tertiaires administratifs et marchands et les activités secondaires. Ces espaces fonctionnels spécialisés ou diversifiés sont tous en crise. Afin de trouver de nouvelles voies de développement, les États Généraux de l'Outre-Mer se sont déroulés d'avril à septembre 2009, dans chaque territoire et en septembre à Paris. Ils ont permis de débattre de nombreux thèmes : l'évolution statutaire, l'identité, le développement économique, l'intégration à la Caraïbe... Il s'agit d'un outil mis en place par l'État afin de répondre au mouvement social mais son efficacité est très controversée, en particulier par le LKP. Ces États généraux ont aussi été alimentés par le dialogue des internautes. Si les remarques en lien avec le statut et l'identité arrivent en tête (4281 messages contre la modification de l'article 73), les aspects économiques bénéficient à 80% que de 1 à 5 remarques, le développement de l'énergie solaire obtient le meilleur score avec 60 réponses.

Dans la continuité des Etats Généraux, la loi pour le développement économique de l'Outre-Mer prévoit une batterie de mesures d'ordre fiscal pour la plupart, visant au redémarrage des économies insulaires : défiscalisation en matière d'impôts sur les sociétés pour les investissements productifs, fond exceptionnel d'investissement dans les Départements d'Outre-Mer, moratoires sur les dettes fiscales et sociales, création de zones franches d'activités disposant de réductions d'impôts sur les bénéfices à hauteur de 50% et de réduction de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Dans certains secteurs, l'abattement s'élèvera à 80%. Si le projet semble volontariste, il poursuit la même ligne depuis les lois de défiscalisation, et les lois Paul permettant des allègements de charges sociales pour les entreprises. Ainsi depuis mars 2009, les projets économiques de la part des élus locaux comme de l'Etat manquent d'ambition et n'envisagent guère une mutation économique qui semble pourtant nécessaire.

Bibliographie

Burac M., Desse M. (dir) (2003). « Les Départements Français d'Amérique à l'aube du XXI^e siècle : leur développement économique et social », *Terres d'Amérique*, n°4.

Dehoorne O. (2006). « L'avènement du tourisme de masse sous les tropiques. Eléments de réflexion sur les enjeux touristiques dans l'espace caribéen », *Etudes Caribéennes*, n°4, URL <http://etudescaribeennes.revues.org/733>

Dehoorne O., Saffache P., Augier D. (2007). « Tourisme, écotourisme et stratégies de développement dans la Caraïbe », *Etudes caribéennes*, n°6, URL : <http://etudescaribeennes.revues.org/3383>

Desse M. (1995). *Acteurs et dynamiques spatiales insulaires depuis la départementalisation en Guadeloupe, Martinique, Réunion*, Thèse de Doctorat de géographie, Université Paul Valéry, Montpellier, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq.

Desse M. (2002). « Les grandes surfaces et les zones d'activités commerciales : éléments structurants des nouvelles spatialités guadeloupéennes, martiniquaises et guyanaises », *Terres d'Amérique*, n°4 : 189-203.

Desse M. (2006). « Classes moyennes et identité dans les Départements Français d'Amérique », in T. Michalon (dir.) *Entre assimilation et émancipation, l'outre-mer français dans l'impasse ?*, Les Perseides, Rennes : 103-112.

Desse M. (2008). « Les hydrocarbures et les enjeux énergétiques insulaires. », in O Dehoorne et P Saffache (dir.), *Mondes insulaires tropicaux. Géopolitique, économie et développement durable*, Ellipses : 61-78.

Desse M., Jalabert L. (2008). « Les Départements Français d'Amérique : assimilation, dépendance, et crise identitaire de 1945 à nos jours », in F.Taglioni et J-M.Théodat (dir.), *Géographie et culture*, L'Harmattan, Paris : 165-183.

Desse M., Reynal L. (2009). « L'évolution récente des pêches antillaises, entre DCP et tourisme », *Terres d'Amérique*, n°8 : 13-35.

Les États généraux de l'Outre-mer (2009), URL : <http://www.etatsgenerauxdeloutremer.fr/les-etats-generaux>

Gay J-C. (2003). *L'Outre-Mer français*, Belin, Paris.

IEDOM (2008). *Rapport annuel de la Guadeloupe*, Paris, 245 pages.

IEDOM (2008). *Rapport annuel de la Martinique*, Paris, 273 pages.

Jalabert L. (2006). « La politique économique et sociale de la France dans les DOM depuis 1945, ou l'histoire d'un mal développement. L'exemple martiniquais », in T. Michalon (dir.) *Entre assimilation et émancipation, l'outre-mer français dans l'impasse ?*, Les Perseides, Rennes : 367-390.

Notes

1 Depuis 1969, à la Martinique, la Société anonyme de la raffinerie des Antilles (SARA) dispose d'une capacité de raffinage de 0.8 million de tonnes. Le pétrole provient du Venezuela et de plus en plus d'Europe du Nord. La production dessert la Martinique et aussi la Guadeloupe.

2 En effet, le BIT, considère comme chômeurs, toute personne de plus de 15 ans répondant simultanément à trois critères : être sans emploi au cours de la semaine de référence, être disponible pour

commencer un emploi dans les 15 jours et entreprendre des démarches actives de recherche d'emploi ou disposer d'un emploi qui commence ultérieurement.

3 Rapport Annuel IEDOM, Guadeloupe, 2007

4 Les pays producteurs d'Amérique latine exportent vers l'Union Européenne 2,5 millions de tonnes soit 63% des approvisionnements. Enfin, 18% des bananes importées proviennent de la zone ACP (726 000 tonnes).

5 Rapport Annuel IEDOM Guadeloupe, 2007

6 La Martinique compte 7 distilleries : Saint-James (Sainte-Marie), Depaz (Saint-Pierre), La Mauny (Rivière- Pilote), Neisson (Carbet), Simon (François), JM (Macouba) et La Favorite (Fort-de-France). Dillon ne constitue plus un site de production depuis 2006, l'activité ayant été reprise par les distilleries Depaz et St James(IEDOM, Martinique, 2008).

Pour citer cet article

Référence électronique

Michel Desse, « Guadeloupe, Martinique, LKP, crise de 2009, crise économique, déclin économique : de crises en crises : la Guadeloupe et la Martinique », *Études caribéennes* [En ligne], 17 | Décembre 2010, mis en ligne le 16 janvier 2012, consulté le 30 juin 2015. URL : <http://etudescaribeennes.revues.org/4880> ; DOI : 10.4000/etudescaribeennes.4880

À propos de l'auteur

Michel Desse

Professeur des Universités; Université de Poitiers; michel.desse@univ-poitiers.fr

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumés

Les longues grèves qui ont paralysé la Guadeloupe et la Martinique en 2009 sont en partie liées à la crise qui touche les économies insulaires. L'agriculture est menacée par les nouvelles négociations avec l'OMC qui sont très défavorables aux exportations de la banane et du sucre. Le secteur touristique est lui aussi au plus bas. Dans ces conditions, le chômage, le sous-emploi sont difficiles à accepter quand les prix augmentent et que les perspectives de développement ne sont pas vraiment définies.

Guadeloupe, Martinique, LKP, Crisis of 2009, Economic Crisis, Economic Decline: from crisis to crisis: Guadeloupe and Martinique

The long strikes that paralyzed Guadeloupe and Martinique in 2009 are partly related to the crisis in the island economies. Agriculture is threatened by the new WTO negotiations that are unfavorable to exports of bananas and sugar. Tourism sector is also low. Under these conditions, unemployment and underemployment are difficult to accept when prices rise and development prospects are not really defined.

Entrées d'index

Mots-clés : Crise de 2009, Crise économique, Déclin économique, Guadeloupe, LKP, Martinique

Keywords : Crisis of 2009, Economic Crisis, Economic Decline, Guadeloupe, LKP, Martinique